

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Marché de travaux

Cirque de Mafate – Commune de la Possession

Reconstruction des locaux UT/UP à la Nouvelle

N ° 2025-7300-006

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(en application du Code de la Commande Publique 2019 paru le 05 décembre 2018 au Journal Officiel de la République Française)

ONF – marché 2025-7300-006 – CCAP – Reconstruction des locaux UT/UP à la Nouvelle






Maître d'ouvrage	ONF	Boulevard de la Providence 97404 Saint-Denis Cedex	
Maître d'œuvre	EMPREINTE	103 Chaussée Royale 97460 saint Paul Tél: 0262 55 57 89	
BET Structure	PPCharpente	46 T Chemin du Ouaki 97421 La Rivière Saint-Louis	

Table des matières

1.1	Objet du marché	5
1.2	Mode d'intervention des entreprises	5
1.3	Maîtrise d'œuvre	5
1.3.1	Bâtiment	5
1.4	Contrôle technique	6
1.5	Coordination en matière de sécurité et de la santé	6
1.5.1	Catégorie.....	6
1.5.2	Coordonnateur CSPS.....	6
1.6	Contraintes techniques.....	6
1.6.1	Synthèse technique	7
1.7	Les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes	7
1.7.1	Pièces particulières	7
1.7.2	Pièces générales	7
1.8	Ordre dans lequel prévalent les pièces du marché en cas de contradiction	7
1.9	Tirage dossier marché	7
2.1	Répartition des paiements	8
2.2	Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	8
2.2.1	Contenu des prix.....	8
2.2.2	Évaluation des ouvrages	8
2.2.3	Règlements	8
2.2.4	Acomptes sur travaux.....	8
2.2.5	Acomptes sur approvisionnements	8
2.3	Variations dans les prix.....	8
2.3.1	Révisions	8
2.3.2	Mois d'établissement des prix.	9
2.3.3	Choix de l'index de référence.	9
2.3.4	Modalité de révision de prix.....	9
2.3.5	Actualisation ou révision	9
2.3.6	Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	9
2.4	Sous-traitance	9
2.4.1	Désignation des sous-traitants avant la conclusion du marché	9
2.4.2	Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	9
2.4.3	Modalités de paiement direct	10
2.5	Clauses de financement et de sûreté	10
2.5.1	Cautionnement	10
2.5.2	Retenue de garantie	10
2.5.3	Avance forfaitaire	10
2.5.4	Avances sur matériel	10
2.6	Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels.....	11
2.7	Mémoire définitif, décompte final et solde.....	11
2.7.1	Établissement du décompte.....	11
2.7.2	Suspension des délais	11
2.7.3	Indemnités	11
3.1	Délai (s) d'exécution de travaux	12
3.2	Prolongation du (des) délai (s) d'exécution	12
3.2.1	Phénomènes naturels.....	12
3.2.2	Travaux supplémentaires ou modificatifs.....	12
3.2.3	Retards.....	12
3.3	Pénalités	13
3.3.1	Pénalités pour retard d'achèvement	13
3.3.2	Pénalités particulières	13
a)	Pénalités affectant le délai de préparation	13
b)	Pénalités affectant les délais du calendrier d'exécution contractuel	13

3.3.3 Responsabilité.....	13
3.3.4 Résorption de pénalité	13
3.4 Primes pour avance	14
4.1 Période de préparation.....	15
4.1.1 Délai de préparation.....	15
4.1.2 Documents à établir pendant la période de préparation	15
4.1.3 Calendrier d'exécution.....	15
4.2 Implantation des ouvrages	15
4.2.1 Piquetage général.....	15
4.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	15
4.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détail.....	16
4.3.1 Bâtiment	16
4.4 Installation commune du chantier	16
4.4.1 Installation provisoire	16
4.4.2 Installation du chantier.....	16
4.5 Panneau de chantier.....	16
4.6 Coordination en matière de sécurité, de santé	16
5.1 Organisation collective	16
5.2 Compte prorata	16
6.1 Rendez-vous de chantier	16
6.2 Réunions du Collège Inter-entreprise de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)..	17
6.3 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité conformément à la réglementation en vigueur.....	17
6.4 Le contrôle d'accès au chantier	17
6.5 Signalisation de chantier et usage des voies publiques.....	17
6.6 Protection des ouvrages.....	17
6.6.1 Contre les risques de vol et de détournement	17
6.6.2 Contre les risques de détérioration	17
7.1 Modifications des travaux.....	18
8.1 Essais et contrôles	18
8.2 Réception.....	18
8.2.1 Demande de réception	18
8.2.2 Date d'effet de la réception.....	18
8.3 Refus de réception.....	18
8.4 Documents à fournir par les entreprises	18
8.5 Réception avec réserves.....	19
8.6 Période de garantie de parfait achèvement des travaux	19
8.7 Responsabilité de l'entrepreneur	19
8.8 Assurances	19
9.1 Mise en demeure, arbitrage, Tribunal compétent	19
9.2 Mesures coercitives.....	20
10.1 Résiliation aux torts de l'entrepreneur	21
10.2 Procédure en vue de résiliation du marché	21
10.3 Conséquence de la résiliation aux torts de l'entrepreneur	21

I- **OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES**

1.1 Objet du marché

Les stipulations du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux de reconstruction des locaux de l'UT/UP de l'ONF à la Nouvelle à la suite d'un incendie accidentel survenu en août 2022.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et avenants éventuels.

1.2 Mode d'intervention des entreprises

Le présent marché n'est pas alloti car le site est isolé et présente des difficultés pour trouver des entreprises réalisant les travaux de chaque corps d'état indépendamment

1.3 Maîtrise d'œuvre

1.3.1 Bâtiment

La maîtrise d'œuvre de conception bâtiment est confiée à :

SELARL EMPREINTE
103, chaussée Royale - 97460 SAINT PAUL
☎ : 02 62 55 57 89 - Fax : 0262 66 23 06
empreinte @empreinte.re

PPC EURL
46 T chemin du Ouaki
97 421 La rivière Saint-Louis LA REUNION 21° 16' S - 55°
25' E *gerant@ppcharpente.com*
www.ppcharpente.com

Cette mission comprend les tâches suivantes : Les études ESQ - PC – PRO – DCE – ACT

La maîtrise d'œuvre d'exécution est confiée à :

SELARL EMPREINTE
103, chaussée Royale - 97460 SAINT PAUL
☎ : 02 62 55 57 89 - Fax : 0262 66 23 06
empreinte @empreinte.re

Cette mission comprend les tâches suivantes : assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux, VISAS, DET, AOR, GPA. OPC

1.4 Contrôle technique

Une mission de contrôle technique n'est pas prévue pour les travaux de bâtiment.

1.5 Coordination en matière de sécurité et de la santé

1.5.1 Catégorie

Sans objet, car il s'agit d'un lot unique.

1.5.2 Coordonnateur CSPS

Dans le cas où cela serait nécessaire, un CSPS sera désigné par l'ONF.

1.6 Contraintes techniques

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge :

- la gestion et le suivi pour mission de maîtrise d'œuvre déléguée auprès d'EDF, afin d'assurer la totalité des démarches administratives et techniques, jusqu'à l'obtention des consuels et courants électriques (cis plans, convention particulière et toutes démarches nécessaires).
- La gestion et le suivi des démarches administratives et techniques auprès des concessionnaires :
 - France télécom
 - La Créole
 - EDF

Afin d'obtenir la parfaite jouissance des fluides nécessaires à l'habitabilité des logements, dans les contraintes du planning enveloppe joint à la consultation des entreprises.

La gestion et le suivi de toutes les démarches administratives et techniques auprès des différentes administrations :

- La Poste
- Services techniques de la commune

1.6.1 Synthèse technique

L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge la synthèse technique des corps d'état nécessitant cette coordination, les travaux de cuisine seront intégrés à celle-ci, le Maître d'œuvre d'exécution participera également à ces réunions. La production de plans, croquis et note de synthèse ne pourra pas être argumentée pour un supplément de prix.

1.7 Les pièces contractuelles constitutives du marché sont les suivantes

1.7.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCTP) et les plans PRO/DCE listés en annexe qui lui sont joints.

1.7.2 Pièces générales

- Le CCAG Travaux
- Les DTU et les avis techniques du CSTB dont les recommandations et prescriptions seront appliqués.
- La loi du 31 décembre 1993 concernant les prescriptions minimales en matière de sécurité et de santé.
- Le décret du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité.
- Le décret du 4 mai 1995 relatif au Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT).
- Les décrets du 6 mai 1995 relatifs aux dispositions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants.

1.8 Ordre dans lequel prévalent les pièces du marché en cas de contradiction

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes contre les autres dans l'ordre où elles sont énumérées à l'article 1.7 du CCAP.

1.9 Tirage dossier marché

Après signature du dossier marché par les entreprises et la maîtrise d'ouvrage, celui-ci sera conservé par le Maître d'ouvrage. L'entreprise titulaire du marché aura à sa charge la gestion de son propre dossier marché, ainsi que des dossiers marché qui lui sont nécessaires (sous-traitants) destinés à :

- | | |
|--------------------|-------------|
| - Chantier | 1 Ex. |
| - Maître d'ouvrage | Sans objet. |
| - Architecte | 1 Ex. |

Le coût de ces dossiers sera à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

II- **CLAUSES FINANCIERES**

2.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

2.2 Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

2.2.1 Contenu des prix.

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis

- En tenant compte des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée par des tiers, à d'autres ouvrages sur le secteur du chantier.
- En considérant que les prix afférents à chaque lot sont réputés comprendre les dépenses communes au chantier, y compris les clôtures, accès raccordements provisoires nécessaires au chantier et mesures de protections communes et individuelles relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail.

En considérant comme normalement prévisibles, les intempéries et autres phénomènes naturels, sauf en cas de déclaration de catastrophe naturelle sur la zone par les autorités administratives.

2.2.2 Évaluation des ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par des prix forfaitaires sauf stipulations dans le CCTP.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir des quantités ni de prix unitaires, même s'ils ont servi de base à l'établissement des prix forfaitaires, pour se soustraire aux obligations des pièces contractuelles.

2.2.3 Règlements

Le droit à paiement demeure subordonné à la condition que l'entrepreneur ait produit au maître d'œuvre d'exécution les pièces justificatives de ses créances, en 2 exemplaires. Le paiement des acomptes par le maître d'ouvrage sera effectué dans les 60 jours suivant la réception des situations par le maître d'ouvrage.

VOIR ARTICLE 10.2 Règlement des comptes CCAG Travaux

Il ne sera dû aucun intérêt sur les éventuels retards de paiement des intérêts moratoires.

2.2.4 Acomptes sur travaux

Les travaux énumérés sur le prix global et forfaitaire feront l'objet d'acomptes mensuels qui seront présentés et payés dans les conditions décrites ci-après.

Les acomptes seront calculés en prenant pour base le pourcentage des travaux exécutés dans le mois et contradictoirement évalués entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur.

Les acomptes seront consentis par le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre d'exécution qui vérifie et approuve les situations établies par l'entrepreneur sur la base de la décomposition du prix forfaitaire jointe au marché.

2.2.5 Acomptes sur approvisionnements

Sans objet

2.3 Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

2.3.1 Révisions

Sans objet

2.3.2 Mois d'établissement des prix.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois indiqué dans l'acte d'engagement : ce mois est appelé "Mois Zéro" (Mo).

2.3.3 Choix de l'index de référence.

Sans objet

2.3.4 Modalité de révision de prix

Sans objet

2.3.5 Actualisation ou révision

Sans objet

2.3.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces mandatement.

2.4 Sous-traitance

Dans le cas d'une réponse en entreprise générale, cette dernière pourra sous-traiter partiellement certaines de ses prestations.

L'entreprise devra obligatoirement demander au préalable par écrit au maître d'ouvrage l'acceptation de ses sous-traitants, et l'agrément de leurs conditions de paiement, après l'agrément technique du maître d'œuvre.

Aucun contrat de sous-traitance ni aucune intervention du sous-traitant n'est possible, avant l'obtention de l'acceptation expresse du sous-traitant et de son agrément par le maître d'ouvrage.

2.4.1 Désignation des sous-traitants avant la conclusion du marché

L'Acte d'engagement indique si l'entreprise entend sous-traiter une partie de ses prestations.

Il précisera alors la nature et le montant des prestations qu'il entend sous-traiter immédiatement, et celles qu'il envisage de sous-traiter en cours de marché.

L'Acte d'Engagement ou l'acte spécial de sous-traitance joint à l'Acte d'engagement précisera ce qui doit être payé à l'entreprise titulaire et à ses sous-traitants qui pourront bénéficier du paiement direct.

2.4.2 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Si l'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement ne résultent pas de l'acceptation de l'Acte d'engagement, ils devront être demandés au maître d'ouvrage par lettre recommandée AR ou remise contre récépissé.

Cette acceptation éventuelle doit alors être constatée par un avenant ou acte spécial signé par le maître d'ouvrage et l'entreprise titulaire, précisant notamment

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- les noms, la raison ou dénomination sociale et adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,
- le compte à créditer.

Le titulaire doit établir outre que la cession ou le nantissement éventuel de son marché ne font pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant, soit l'exemplaire unique du marché, soit une attestation de l'établissement de crédit bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

En outre, l'entreprise titulaire doit exiger du sous-traitant les mêmes documents et attestations que ceux stipulés à l'acte spécial de sous-traitance joint à l'acte d'engagement, et les communiquer au maître d'ouvrage, en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant, à savoir :

- Déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas ni la société qu'il représente, sous le coup des interdictions mentionnées à l'article R 433-8 du CCH, ou à l'article 5 52-401 du 14 avril 1952 modifiée.
- Déclaration du sous-traitant qu'il ou la société qu'il représente a satisfait pour la totalité des impôts et cotisations dus à l'ensemble des obligations prévues par l'article 39 de la Loi du 10 avril 1954 modifiée.
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620-3 du code du travail, ou des règles d'effet équivalent si le sous-traitant est établi à l'étranger.
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant qui n'a pas fait ni la société qu'il représente, l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 342-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail.

2.4.3 Modalités de paiement direct

Les règlements des sous-traitants payés directement sont subordonnés à la délivrance par l'entreprise titulaire de l'attestation suivante, tenant compte d'une éventuelle révision et de la TVA :

- accord pour règlement d'une somme d'Euros à (nom, raison sociale et adresse du sous-traitant concerné) au titre du marché n°2025-7300-006 du (Date, cachet de l'entreprise et signature).

En cas de défaillance de l'entrepreneur titulaire, après mise en demeure (dont copie envoyée au maître de l'ouvrage), le sous-traitant peut, après un mois, envoyer au maître de l'ouvrage, par exploit d'huissier

- copie de la mise en demeure justifiant du délai d'un mois, a copie du sous-traité,
- copie de l'état de situations et des pièces justificatives dont le paiement n'aurait pas été demandé par l'entrepreneur.

Le maître de l'ouvrage mettra l'entrepreneur titulaire en demeure de lui indiquer si les sommes demandées par le sous-traitant sont bien dues. L'entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours après réception des pièces pour répondre, faute de quoi, son silence équivaudra à une acceptation tacite. Après vérification, le maître d'ouvrage paiera le sous-traitant.

Si l'entreprise motive son refus de payer, les sommes litigieuses seront bloquées jusqu'à conclusion du litige sans appel et sans intérêts moratoires.

2.5 Clauses de financement et de sûreté

2.5.1 Cautionnement

Aucun cautionnement provisoire ou définitif n'est prévu.

2.5.2 Retenue de garantie

Une retenue de garantie sur acompte sera appliquée. Elle sera maintenue jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement.

Le montant de cette retenue est fixé à 5% sur les sommes dues à l'entrepreneur, elle pourra être remplacée par une caution d'un établissement bancaire. Si ce remplacement a lieu en cours de marché et si des retenues sur acompte ont été effectuées, le remboursement interviendra après demande de l'entrepreneur, dans les 3 mois à compter de la date d'acceptation de la caution.

2.5.3 Avance forfaitaire

Sans objet

2.5.4 Avances sur matériel

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'entrepreneur.

2.6 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels

Les situations de travaux établies mensuellement par l'entrepreneur devront être remises en trois (3) exemplaires au maître d'œuvre d'exécution, au plus tard le 10ème jour du mois suivant.

2.7 Mémoire définitif, décompte final et solde

2.7.1 Établissement du décompte

L'entrepreneur doit remettre au maître d'œuvre d'exécution dans le délai maximum de SOIXANTE (60) jours à compter de la réception des travaux, le mémoire définitif des sommes qu'il estime lui être dues en application du marché.

Le maître d'ouvrage notifie à l'entrepreneur ce décompte définitif dans le délai maximum de SOIXANTE (60) jours à compter de la réception de ce décompte final. L'entrepreneur dispose de TRENTE (30) jours à compter de la notification pour présenter, par écrit, ses observations éventuelles au maître d'ouvrage.

Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte définitif.

Le mandatement du solde interviendra dans les 30 jours après acceptation de ce décompte.

2.7.2 Suspension des délais

Voir article 53 Ajournement et interruption des travaux du CCAG travaux

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le maître d'œuvre d'exécution à l'entrepreneur, huit jours au moins avant l'expiration du délai de mandatement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables à l'entrepreneur, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de mandatement.

La suspension débute au jour de réception par l'entrepreneur de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le maître d'œuvre d'exécution de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal envoyé par l'entrepreneur comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Si ce délai restant à courir de la fin de la suspension est inférieur à quinze jours, le délai de mandatement est de quinze jours.

2.7.3 Indemnités

En dérogation à l'article 15 du CCAG Travaux diminution du montant des travaux, il n'est pas prévu d'indemnité en cas de diminution ou augmentation du montant des travaux.

III- DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

3.1 Délai (s) d'exécution de travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement (AE). L'entrepreneur doit assurer une marche normale de ses travaux dans le cadre du délai convenu.

Le délai d'exécution part du jour fixé par l'ordre de service qui prescrit de commencer les travaux.

Les délais impartis englobent le repliement du matériel et le nettoyage des lieux. Ils englobent également les périodes de congés payés. Sont également incluse la période de préparation et les provisions pour intempéries.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais qui lui sont impartis.

3.2 Prolongation du (des) délai (s) d'exécution

Voir article 18.2 prolongation des délais d'exécution du CCAG Travaux

3.2.1 Phénomènes naturels

En cas de phénomène naturel présentant l'un ou l'autre des caractéristiques ci-après :

Nature du phénomène	Intensité Limite
Pluies	50 mm/jour
Vents	60 Km/h pour des chantiers présentant des dispositifs sensibles aux vents. 100 Km/h pour tout autre chantier

Il sera comptabilisé des journées d'intempéries.

Le délai d'exécution sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes dépassera son intensité limite.

A défaut de mesures directes par des appareils fournis et mis en place par l'entrepreneur avec acceptation du maître d'œuvre, les valeurs seront déduites des observations et avis du Service Départemental de la Météorologie Nationale.

3.2.2 Travaux supplémentaires ou modificatifs

Dans ce cas, les délais d'exécution prévus au marché ne sont modifiés que si l'ordre de service relatif à ces travaux porte prescription de nouveaux délais venant s'ajouter à ceux impartis à l'entrepreneur pour l'exécution du travail initial.

Les réserves que l'entrepreneur pourrait avoir à formuler à ce sujet devront être présentées par écrit et justifiées dans un délai de quinze jours francs à compter de la date de ces ordres de service.

3.2.3 Retards

Ne sont pas constitutifs du cas de force majeure et ne donneraient droit à l'entrepreneur à aucune indemnité ou prolongation des délais contractuels, les cas suivants :

- le fait que le délai stipulé au marché soit insuffisant pour réaliser l'ouvrage, car il appartient à l'entrepreneur d'apprécier le délai nécessaire tenant compte de la sécurité et de l'organisation de la coordination en matière de sécurité, avant de s'engager,
- les difficultés d'exécution des travaux,
- les retards de livraison des fournisseurs,
- les difficultés d'approvisionnement et défaillances de prestations de service (moyen de transport, spécialistes, les raccordements aux réseaux d'alimentation et accès aux chantiers).
- les sujétions résultant de phénomènes naturels ne dépassant pas les intensités limites définies au IV.2.1.

3.3 Pénalités

3.3.1 Pénalités pour retard d'achèvement

L'entrepreneur subira par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité de **1/1000ème** du montant de son marché.

Cette pénalité interviendra de plein droit sur la simple constatation de retard et les sommes dues seront décomptées d'office, sans que soit nécessaire une mise en demeure préalable et sur la base de jours calendaires.

3.3.2 Pénalités particulières

Le montant des pénalités est arrêté comme suit :

a) Pénalités affectant le délai de préparation

Il sera appliqué un montant forfaitaire de **1 000€** par jour calendaire de retard, et ce, dès l'expiration de la période de préparation

b) Pénalités affectant les délais du calendrier d'exécution contractuel

Lorsque le délai contractuel d'une tâche située sur le chemin critique ne sera pas respecté, l'entreprise sera pénalisée de **1/1000ème** du montant de son marché par jour calendaire de retard, sur relance du Maître d'œuvre d'exécution par courrier simple ou télécopie.

c) Pénalités pour absence ou retard au rendez-vous de chantier de coordination et aux réunions sur convocations du Coordonnateur de Sécurité et de la Protection de la Santé.

L'entrepreneur, dûment convoqué, subira par absence en réunion de chantier une pénalité de **500€**.

d) Pénalités affectant le délai pour nettoyage et parachèvement des travaux

Il sera retenu un montant forfaitaire de **1 / 1 000ème** du montant des marchés par jour calendaire de retard, à compter de simple relance du Maître d'œuvre par courrier ou par télécopie.

e) Retenue pour non remise des documents prévus à l'article 8.4

Cette retenue sera forfaitairement de **1 500 €** et appliquée d'office sur la dernière situation de l'entreprise dans le cas de la non remise des documents lors de la réception.

f) Pénalités pour destruction d'arbre

Sans objet

g) Pénalités pour retard dans la mise en œuvre des mesures de préventions en matière de sécurité et santé

L'entreprise responsable sera pénalisée de **1/1 000ème** du montant de son marché par jour calendaire de retard pris pour l'exécution de ces mesures.

h) Pénalité pour retard dans la présentation du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) prévu par la loi du 31.12.93 et son décret du 26.12.94.

Outre l'amende prévue à l'article L 263.10 du Code du Travail, l'entreprise responsable sera pénalisée de **1/1 000ème** du montant de son marché par jour calendaire de retard dans la remise de ce document au coordonnateur de sécurité.

3.3.3 Responsabilité

La part de responsabilité exprimée en jour de retard sera arrêtée sur proposition de la maîtrise d'œuvre.

3.3.4 Résorption de pénalité

Lorsque l'avancement des travaux, contrôlés par le maître d'œuvre fera apparaître une résorption partielle ou totale du retard d'une entreprise, le montant de sa pénalité prévu à l'alinéa 4.3.2 b ci-dessus, correspondant à la part de retard absorbé, sera restitué par le maître d'ouvrage.

Maîtrise d'Ouvrage : ONF – Boulevard de la providence 97404 Saint Denis Cedex

Maîtrise d'œuvre : EMPREINTE - 103, Chaussée Royale - 97 460 Saint PAUL - Tel 02 62 555 789 - Télécopie : 02 62 66 23 06
Marché de travaux n° 2025-7300-006 – Reconstruction des locaux UT/UP à la Nouvelle

3.4 Primes pour avance

Au titre du présent marché, il n'est pas prévu de primes pour avance dans la livraison des ouvrages.

IV- PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DE TRAVAUX

4.1 Période de préparation

4.1.1 Délai de préparation

Elle commence à courir à compter de l'ordre de service de commencer les travaux.

4.1.2 Documents à établir pendant la période de préparation

Il est procédé au cours de cette période aux opérations énoncées ci-après, par les soins de l'entrepreneur :

- Projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires (Entreprise titulaire du marché) conformément aux stipulations du projet
- Établissement et présentation des plans d'exécution, note de calcul et études de détail nécessaires pour les débuts des travaux (construction).
- Calendrier financier.

4.1.3 Calendrier d'exécution

L'entreprise titulaire du macro-lot établit le planning d'exécution de ses ouvrages, en intégrant les contraintes des autres corps d'états.

a) Prescriptions communes

Il sera procédé tous les mois à l'examen et la mise au point du programme d'exécution des travaux ou à son recalage éventuel, dans les mêmes conditions que celles qui avaient permis de procéder à son élaboration.

L'avancement des travaux et fournitures devra être constamment en rapport avec les délais fixés par le calendrier.

Le calendrier financier de chaque lot sera déduit de ce diagramme à barres en incorporant au montant des travaux exécutés, l'avance de démarrage, les retenues de garantie, l'évolution des avances sur approvisionnement.

4.2 Implantation des ouvrages

4.2.1 Piquetage général

Le piquetage général sera effectué contradictoirement et aux frais de l'entrepreneur avant commencement des travaux et pour tous les ouvrages dans les conditions fixées ci-dessous :

- a) *Selon plans du Maître d'œuvre à partir d'un plan de géomètre expert (Géomètre expert à la charge de l'entreprise)*
- b) *Le titulaire sera responsable des bornes et repères ainsi que des implantations qu'il aura faites*
- c) *Il devra fournir au maître d'œuvre un procès-verbal de toutes les implantations réalisées.*

4.2.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué en même temps que le piquetage général dans les conditions suivantes :

- L'entrepreneur prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations ou conduites de toutes sortes pendant l'exécution des travaux. A cet effet avant l'ouverture du chantier, il devra entrer en contact avec les services municipaux et tous autres services intéressés pour déterminer leur emplacement. Le titulaire sera tenu de matérialiser leur tracé sur le terrain (piquets bois peints en jaune) en présence de la personne concessionnaire ou propriétaire des ouvrages, convoquée par lui.
- Le titulaire sera responsable de toute fausse manœuvre et de toute augmentation de dépenses qui résulterait d'une erreur de positionnement et de dérangement ou de la disparition des repères.

4.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détail

4.3.1 Bâtiment

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par l'entrepreneur et soumis simultanément avec les notes de calculs correspondantes, au visa du maître d'œuvre d'exécution et du contrôle technique. Ces derniers doivent les renvoyer à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 8 jours après leur réception. Passé ce délai et sans avis, les plans sont considérés comme approuvés.

Les ouvrages réalisés sans l'approbation des plans d'exécution n'ouvrent pas droit à un règlement aux entreprises.

4.4 Installation commune du chantier

4.4.1 Installation provisoire

Pendant la phase d'exécution préliminaire (nettoyage, terrassements généraux, exécution des réseaux principaux) l'entreprise titulaire est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

4.4.2 Installation du chantier

L'entreprise titulaire du macro-lot a la responsabilité des installations communes du chantier permettant de le maintenir en bon ordre et en état de salubrité. Les équipements à prévoir sont ceux réglementairement exigible, dans le respect de l'exploitation de la coopérative durant le chantier.

4.5 Panneau de chantier

Ce panneau sera fourni et posé par l'entreprise du marché.

4.6 Coordination en matière de sécurité, de santé

Sans Objet

S'agissant d'un lot unique, l'entreprise est responsable du respect de ses obligations.

V- ORGANISATION COLLECTIVE DU CHANTIER ET COMPTE PRORATA

5.1 Organisation collective

A la charge de l'entreprise titulaire du marché.

5.2 Compte prorata

1,5% du montant des marchés, à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

VI- REUNION DE CHANTIER

6.1 Rendez-vous de chantier

Ils sont organisés 2 fois par mois. Les dates sont définies lors de la période de préparation par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre d'exécution.

L'entrepreneur est tenu d'y assister. Il ne peut s'y faire remplacer, en accord avec le maître d'œuvre, que par un représentant qualifié et disposant de pouvoirs et de connaissances nécessaires pour prendre, à défaut de l'entrepreneur, toutes dispositions utiles et de donner à son personnel toutes les instructions nécessaires.

Le maître d'œuvre d'exécution demandera la présence des responsables de lots sous traités, lors de ces réunions de chantier, afin de régler les éventuelles mises au point technique avec celles-ci.

6.2 Réunions du Collège Inter-entreprise de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet

6.3 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité conformément à la réglementation en vigueur.

Le projet des installations de chantier indique notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, l'électricité et l'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux sont exécutés suivant les normes et règlements en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

6.4 Le contrôle d'accès au chantier

L'entreprise devra prévoir des badges afin d'identifier chaque travailleur et limiter l'accès au chantier. Les fournisseurs devront avoir une autorisation des entreprises pour pouvoir accéder à l'intérieur du chantier.

6.5 Signalisation de chantier et usage des voies publiques

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entrepreneur sous le contrôle du maître d'œuvre d'exécution, en accord avec les services municipaux ou départementaux.

L'entrepreneur soumettra au visa du maître d'œuvre d'exécution et à l'avis du coordonnateur de sécurité HUIT (8) jours ouvrables avant son intervention, un plan de signalisation temporaire qui devra être conforme à la réglementation en vigueur.

L'enlèvement ou la dépose de panneaux de prescription de police, notamment, devra accueillir l'accord préalable du maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité, et devra être effectué de manière à permettre son réemploi.

6.6 Protection des ouvrages

6.6.1 Contre les risques de vol et de détournement

Jusqu'à la notification de la date de réception des travaux par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement.

6.6.2 Contre les risques de détérioration

De même, l'entrepreneur doit protéger ses ouvrages contre des risques de détérioration.

De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs. Il est responsable des conséquences pouvant résulter des infractions à ces obligations.

VII- TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES - MODIFICATION DE TRAVAUX

7.1 Modifications des travaux

Les dispositions des articles correspondants de la NFP 03 001 sont seules applicables, étant entendu que tous travaux supplémentaires devront être notifiés à l'entrepreneur par ordre de service, par lettre de commande ou par avenant au marché, avant leur exécution.

VIII- CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Essais et contrôles

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus dans les fascicules intéressés du CCTP seront aux frais de l'entrepreneur. Ils seront assurés par l'organisme de contrôle ou pourront être exécutés sur simple demande du Maître d'œuvre par le laboratoire de son choix.

8.2 Réception

8.2.1 Demande de réception

Voir article 41 Réception du CCAG Travaux

8.2.2 Date d'effet de la réception

Un procès-verbal des opérations préalables à la réception est établi contradictoirement avec l'entrepreneur par le maître d'œuvre d'exécution. Ce procès-verbal est proposé au maître d'ouvrage qui notifie sa décision de réception ou du refus de réception dans les TRENTE (30) jours qui suivent la date du procès-verbal. Elle fixe la date d'effet de réception, date de départ des garanties de parfait achèvement et de bon fonctionnement, ainsi que de la responsabilité décennale.

8.3 Refus de réception

En cas de malfaçons, de travaux non achevés ou d'imperfections rendant les ouvrages impropres à leur destination, le maître d'ouvrage pourra refuser et reporter la réception à une date ultérieure.

8.4 Documents à fournir par les entreprises

En cours de chantier et au plus tard à la réception, l'entrepreneur fournira en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire sur CD-ROM au format DWG, tous les plans d'exécution des ouvrages construits par lui ou ses sous-traitants. Ces plans porteront toutes les modifications apportées en cours d'exécution.

- Les plans de récolement (électricité, plomberie, VMC, détection incendie, désenfumage, voirie réseaux divers).
- Les notices d'entretien sur les matériels mis en place (éclairage, portes et portail automatique, désenfumage).
- Les notices techniques des produits employés.
- Les notes décrivant les processus d'interventions sur certains équipements (cheminée, VMC, etc.).
- Les attestations de garantie des fournisseurs.

Ces documents devront être visés par le titulaire et approuvés par le maître d'œuvre d'exécution et le coordonnateur de sécurité.

8.5 Réception avec réserves

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception assortie de réserves que l'entrepreneur s'engage à lever dans un délai qui n'excède pas 30 jours.

La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que celui des opérations préalables à la réception en vue de l'établissement du constat de levées des réserves (article 41 du CCAG Travaux)

Si le constat effectué après le délai accordé pour remédier aux malfaçons laisse toujours apparaître des réserves, le maître d'ouvrage pourra, après mise en demeure adressée à l'entrepreneur défaillant de satisfaire à ses obligations, faire exécuter les travaux par une entreprise de son choix, aux risques et périls de celui-ci.

Les dépenses qui en résulteront seront, soit prélevées sur les sommes consignées au titre de la retenue de garantie, soit réclamées en règlement auprès de l'établissement bancaire porté caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur, sur simple présentation des comptes arrêtés par le maître d'ouvrage.

8.6 Période de garantie de parfait achèvement des travaux

La période de garantie dure un an, l'entrepreneur est tenu, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui des articles 1792 du Code Civil, de remédier à compter de la date d'effet de réception à tous les désordres nouveaux, même dans les menus travaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des réserves.

A dater de la notification par le maître d'ouvrage de ces désordres, l'entrepreneur dispose d'un délai de TRENTE (30) jours pour y remédier (par dérogation à l'article 44 du CCAG Travaux).

Un mois avant l'expiration du délai de garantie, un procès-verbal sera établi contradictoirement pour constater l'exécution des prestations dues par l'entrepreneur, à la suite des réserves formulées au cours du délai de garantie.

8.7 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit assurer la garde et les risques de son chantier jusqu'à la notification de la décision de réception des travaux, même si la date d'effet est antérieure à cette notification.

Les frais de garde du chantier : sans objet.

8.8 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de marché et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil modifiés par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 (Loi SPINETTA).

Ces assurances doivent être valables à la date de la déclaration d'ouverture de chantier.

IX- CONTESTATIONS

9.1 Mise en demeure, arbitrage, Tribunal compétent

Sauf stipulations portées au CCTP ou au présent CCAP, l'entrepreneur se référera à l'article 55 du CCAG Travaux.

En cas de contestation, l'entreprise doit, sous peine de forclusion, dans un délai de TROIS mois à partir de la réponse du maître d'ouvrage, faire parvenir à celui-ci, un mémoire où il indique les motifs et le montant de ses réclamations.

Si dans un délai de TROIS mois à partir de la remise du mémoire au maître d'ouvrage, celle-ci n'a pas fait connaître sa réponse, l'entrepreneur peut, comme dans le cas où ses réclamations ne seraient pas admises, saisir desdites réclamations la juridiction compétente. Il n'est admis à porter devant cette juridiction que les griefs énoncés dans le mémoire remis au maître d'ouvrage.

Si dans un délai de QUATRE mois à dater de la décision du maître d'ouvrage intervenue sur les réclamations auxquelles aura donné lieu le décompte général et définitif de l'entreprise, l'entrepreneur n'a pas porté ses réclamations devant le tribunal compétent, il sera considéré comme ayant adhéré à ladite décision et toute réclamation se trouvera éteinte. En outre, il est précisé que de convention expresse, l'entrepreneur, après réponse du maître d'ouvrage ne pourra saisir la juridiction sans en avoir préalablement avisé le maître d'ouvrage, VINGT (20) jours au moins à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception.

A la demande du maître d'ouvrage, les différends pourront être soumis à deux arbitres, chacune des parties en choisissant un. En cas de partage, les arbitres seront tenus de nommer un tiers arbitre dans la décision prononçant ce partage. S'ils ne peuvent en convenir, le tiers arbitre sera nommé par la juridiction devant ordonner l'exécution de la décision arbitrale. Il sera, à cet effet, présenté requête par la partie la plus diligente.

Il reste entendu que l'option pour la procédure arbitrale reste subordonnée, pour chaque différend, à l'initiative préalable du maître d'ouvrage. Celle-ci devra, par lettre recommandée avec accusé de réception, faire connaître, le cas échéant, son intention de recourir à l'arbitrage dans les quinze jours suivant la réception de la lettre de l'entrepreneur signifiant son intention de recourir à la procédure contentieuse.

Au cas où le maître d'ouvrage n'aurait pas opté pour la procédure arbitrale, les litiges seront soumis à la juridiction compétente.

Pour l'exécution du présent contrat, en cas d'arbitrage ou d'action contentieuse, les deux parties élisent domicile à Saint-Denis et ce, même si les lettres, mémoires et autres pièces émanant de l'entrepreneur indiquaient qu'en cas de désaccord les parties acceptent la juridiction du domicile habituel de l'entrepreneur.

De convention expresse, les litiges ou contestations soulevés par l'entrepreneur au cours de l'exécution des travaux ne pourront, en aucun cas, à peine de résiliation de plein droit de son marché, en suspendre ou en ralentir l'exécution.

9.2 Mesures coercitives

Lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas, soit aux dispositions du marché, soit aux ordres écrits sur le cahier de chantier et ordres de service écrits qui lui ont été donnés, la maîtrise d'œuvre d'exécution le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé.

Le délai, sauf cas d'urgence, n'est pas de moins de DIX (10) jours francs, à dater de la notification de la mise en demeure.

Passé ce délai, si l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites, le maître d'ouvrage peut, soit décider une mise en régie aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant, soit résilier purement et simplement le marché de ce dernier.

Dans les deux cas, il est procédé en la présence de l'entrepreneur, à la contestation des ouvrages exécutés, des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel.

L'entrepreneur ne peut se refuser à céder au maître d'ouvrage si la demande lui en est présentée, les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par celle-ci, le matériel construit spécialement pour l'exécution de l'entreprise et non susceptible d'être réemployé d'une manière courante sur d'autres chantiers, ainsi, d'ailleurs, que les matériaux approvisionnés soit sur le chantier, soit en usine ou en magasin pour l'exécution des travaux ordonnés.

Les matériaux sont acquis par le maître d'ouvrage aux prix convenus au marché, revalorisés à la date de résiliation ou, à défaut, à des prix établis par assimilation à ceux du marché ou par comparaison avec les prix

courants du pays. A défaut d'entente amiable sur les valeurs des matériels et installations provisoires, il est statué par la juridiction compétente.

Si un nouveau marché est passé aux risques et périls de l'entrepreneur, les excédents de dépenses qui en résultent sont à la charge de l'entrepreneur défaillant. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas particulier du non-respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail dûment constatées par le coordonnateur de sécurité, le maître d'œuvre pourra ordonner l'arrêt du chantier jusqu'à la mise en conformité des installations défectueuses ou inexistantes, sans que l'entrepreneur puisse élever de protestation ni réclamer une quelconque indemnité sur les conséquences résultant de cet arrêt. En outre, l'entrepreneur défaillant pourra être pénalisé conformément à l'article 4.3.1 ci-devant pour retard dans l'achèvement de ses travaux.

X- RÉSILIATION

10.1 Résiliation aux torts de l'entrepreneur

Il est spécifié que sans qu'il soit besoin de n'accomplir aucune formalité judiciaire et sans que l'entrepreneur ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité, le marché peut être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage dans les cas suivants :

- au cas où il serait reconnu, à toute époque, que l'entrepreneur a perdu sa qualification
- en cas de sous-traitance sans autorisation du maître d'ouvrage
- en cas de cession, transfert ou apport de marché sans autorisation du maître d'ouvrage
- en cas d'incapacité, de fraude, d'abandon de chantier ou de tromperie grave dûment constatée sur la qualité des matériaux ou sur la qualité d'exécution des travaux.
- en cas de faillite de l'entrepreneur et ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, sauf si l'Administrateur exige la continuation du contrat.
- en cas de déconfiture de l'entrepreneur, de cessation d'activité ou de liquidation amiable.
- en cas de dissolution de l'entreprise, si celle-ci est constituée en société.
- au cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas aux dispositions du marché, soit aux ordres de service qui lui sont adressés et si dans les dix (10) jours à dater de la notification de la mise en demeure du maître d'ouvrage de satisfaire à ses obligations, l'entrepreneur n'a pas exécuté les dispositions prescrites.
- au cas où, après une période égale à deux (2) mois supposés consacrée à l'organisation du chantier, l'entrepreneur n'effectuait pas, chaque mois, un volume de travaux au moins égal en valeur à 70 % de ses prévisions portées au calendrier financier.

10.2 Procédure en vue de résiliation du marché

Dans tous les cas de résiliation :

- il est procédé, avec l'entrepreneur ou ses ayants droit présents ou dûment convoqués, à la constatation des ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés soit sur le chantier, soit en usine ou en magasin, pour l'exécution des travaux ordonnés.
- l'entrepreneur ou ses ayants droit sont tenus d'évacuer les chantiers, magasins et emplacements utiles à l'exécution des travaux, dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. Ce délai ne peut être inférieur à un (1) mois, sauf cas d'urgence.

10.3 Conséquence de la résiliation aux torts de l'entrepreneur

Dans tous les cas de résiliation aux torts de l'entrepreneur (art 11.1 ci-dessus), le maître d'ouvrage pourra passer un nouveau marché pour l'achèvement des travaux aux risques et périls de l'entrepreneur défaillant.

Les excédents de dépenses seront à la charge de cet entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance et sous réserve d'une action en réparation des autres dommages causés par la résiliation.

Il est précisé, à ce sujet, que toutes les clauses du marché sont de rigueur, aucune d'elles ne pouvant être réputée comminatoire. Toute dérogation aux stipulations du marché devrait faire l'objet d'un avenant.